

Faible croissance en France : retrouvons le goût du risque et de l'investissement!

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 4 avril 2012

LE PLUS. Comment relancer la croissance dans notre pays ? Selon Standard & Poors, l'Europe devrait sortir de la récession en 2012. Mais la crise appelle des mesures radicales, selon Sylvie Goulard, eurodéputée (MoDem), qui estime que l'investissement doit être encouragé ainsi que l'esprit d'entreprise et le goût du risque.

D'après les trois instituts de conjoncture français, allemand et italien, la zone euro devrait sortir de la récession en 2012 mais les prévisions restent moroses: la stagnation menace.

Sous l'impulsion du gouvernement italien, la question de la croissance est de nouveau débattue. Il était temps. Seul le redémarrage de l'économie peut permettre de donner du travail aux populations et de réduire dettes et déficits publics. C'est la meilleure issue possible à la crise. Mais existe-t-il un moyen facile d'augmenter la croissance?

Autant le dire d'emblée : il n'y a pas de remède miracle. Dans nos sociétés développées, les taux de croissance ne peuvent pas atteindre ceux dont bénéficient les pays émergents. Et les déboires de l'Espagne et de l'Irlande rappellent que la croissance est loin d'être une affaire quantitative : leur développement rapide cachait un excès d'endettement privé, une bulle immobilière dont l'éclatement fait aujourd'hui des ravages.

L'investissement, une piste plus sûre

Si l'on écarte ces illusions, il est clair qu'une croissance durable ne peut pas venir d'une augmentation artificielle de la demande en France. Outre que les caisses publiques sont vides, la relance par la consommation profiterait surtout aux producteurs asiatiques ou allemands. Le cas de la Grèce démontre les dangers du décrochage entre salaires et productivité réelle.

L'investissement est une piste plus sûre. En France, chacun songe immédiatement à une "politique industrielle" ou à de "grands travaux". L'intention est légitime : des expériences réussies, comme Airbus, montrent que les pouvoirs publics peuvent, notamment dans des secteurs stratégiques, donner des impulsions décisives. La recherche et le développement sont souvent portés par des budgets publics. Quelques succès ne doivent toutefois pas cacher des échecs criants: du Minitel au Concorde, plusieurs inventions françaises n'ont pas eu de brillant destin commercial. Et nous avons mis des années à vendre nos TGV à l'étranger.

L'Europe a besoin d'une stratégie industrielle, notamment pour encourager une croissance "verte" mais nous sommes mal placés pour donner des leçons. Si la France conserve des grands groupes particulièrement compétitifs, rappelons deux chiffres implacables : en 2011, elle a accusé un déficit commercial de 70 milliards d'euros, l'Allemagne un excédent de 158 milliards.

En Allemagne, comme aux Pays-Bas par exemple, l'interférence de l'Etat dans l'économie est mal vue. Les Länder mènent, au niveau local, des politiques ciblées : organiser des partenariats étroits entre universités et entreprises, accompagner le financement des PME, adapter l'offre de formation professionnelle aux besoins des bassins d'emplois.

Les choix industriels comme les stratégies commerciales et le service après-vente (si important, si souvent oublié en France) relèvent des entreprises. Outre-Rhin, comme dans les pays nordiques, champions du monde de l'instruction, point d'éducation "nationale" rigide, ni de "programmes" uniques mais des cursus qui misent beaucoup plus sur l'épanouissement des enfants et un solide apprentissage des langues étrangères.

La faute à Colbert?

Les difficultés que connaît l'Italie pour la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon - Turin rappellent que les programmes de "grands travaux" sont parfois délicats à réaliser. Le mouvement "no TAV" (anti-TGV), en Val de Susa, est très dynamique; il a même été infiltré par des groupes violents. Dans nos sociétés où les procédures de déclaration d'utilité publique protègent les riverains et l'environnement (et c'est bien), lancer des projets d'infrastructure est une démarche de longue haleine. L'intérêt général commande d'imaginer des projets ambitieux (par exemple pour créer des réseaux d'énergie ou de transport pan européens) mais ne répandons pas l'illusion qu'ils donneront dès demain du travail aux chômeurs.

Pour renouer avec la croissance, peut-être faudrait-il en finir avec le mythe de l'Etat dirigiste incarné par Jean-Baptiste Colbert. Le ministre de Louis XIV a certes créé de belles manufactures et redressé la marine royale mais sa politique économique fut loin d'être succès [1]. Son volontarisme n'a pas permis à la France de supplanter les Provinces-Unies et l'Angleterre. Et il est piquant d'entendre, ce derniers temps, les Français grogner contre l'accumulation de surplus par l'Allemagne tout en honorant la mémoire de Colbert, l'un des plus ardents promoteurs du mercantilisme ! Mieux vaudrait démontrer les limites de ses thèses, jadis et maintenant.

Le goût du risque

Le vrai moteur de la croissance, c'est l'esprit d'entreprise et le goût du risque. L'Etat a un rôle clé à jouer en assurant la sécurité, la justice, l'éducation. Mais il lui appartient de laisser s'épanouir l'initiative et la créativité. Trop de Français rêvent de croissance et, pour leurs enfants, d'une carrière de fonctionnaires.

La plupart de nos partenaires européens privilégient des politiques de croissance dites "structurelles" : réforme du marché du travail pour faciliter l'embauche en assouplissant le licenciement, libéralisation de certaines professions réglementées pour détruire les rentes de situation, accroissement de la concurrence, ouverture interna-

tionale etc. Douze chefs de gouvernement européens (dont les Premiers ministres d'Espagne, d'Italie, du Royaume-Uni et de nombreux pays d'Europe centrale ou nordiques) ont récemment proposé un tel agenda. Il n'est pas sans inconvénient : les réformes de Gerhard Schröder en Allemagne ont accru la précarité des plus vulnérables. Mais la pauvreté s'accroît aussi chez nous.

Les Français doivent être conscients d'une chose : quel que soit le futur gouvernement à Paris, il aura à convaincre des partenaires européens qui ont fait plus de sacrifices et affichent, pour certains, de meilleures performances. Pour les convaincre d'avoir une vision industrielle et environnementale commune, pour permettre l'émission d'euro-obligations finançant des investissements productifs – comme le Parlement européen les demande depuis des mois – il faudra remettre de l'ordre chez nous, sans arrogance, sans idéologie, en acceptant de nous inspirer de ce qui est fait ailleurs. Alors la croissance pourra revenir.